

Ste-Sophie d'Halifax, le 16 juillet 2013



re: ÉOLIEN : LA SURETÉ DU QUÉBEC À LA DÉFENSE DES ÉLUS

Le RDDA n'a été nullement surpris de constater que la Sureté du Québec, se met au service des élus pour assurer leur défense et les sensibiliser quant aux menaces et intimidations dont ils peuvent potentiellement faire face au cours de leur carrière dans le monde municipal.

Il n'est pas surpris mais étonné d'une telle action de la sécurité policière qui devrait travailler à ne pas mettre de l'huile sur le feu, parce qu'au service de l'ensemble des citoyens. Derrière ce profilage de "différentes formes d'intimidation" peut-on penser ici qu'il s'agit des comportements lors des séances publiques de Conseil des élus, ainsi que des différentes interventions des citoyens, élus ou non-élus et journalistes.

Nous sommes inquiets de ce positionnement qui voit la sécurité policière se mettre au service des dirigeants pour leur assurer une confortable carrière de gestionnaire en pouvant casser du sucre sur le dos des citoyens sans que ceux-ci ne puissent réagir ou avoir des humeurs dans des décisions où souvent ils n'ont rien à dire, cela étant décidé en catimini et sans consultation.

Nous sommes inquiets de cette allégeance car elle laisse présumer de potentielles discriminations quand il sera question des citoyens qui auraient eux à se plaindre d'actions, de mesures prises par ces mêmes dirigeants.

Ce travail de consultant pour une classe de la société au détriment des autres est un choix questionnable pour une sécurité policière démocratique et au service de tous.

Pourquoi avec tout le brouhaha qui bouleverse les vies de nombreux-ses citoyens-nes, ne déclenche-t-on un plan de protection pour assurer une quiétude et un droit de jouissance sans être troublé par les actions questionnables des élus? Pourquoi pour ces derniers tout devrait être permis, même désobéir aux règles et lois en toute impunité et potentiellement sous protection de la Sureté pour les protéger? Ne voit-on pas dans ces mesures un renversement de preuve : l'élu étant présumé victime et l'autre partie l'agresseur?

Une Sureté qui reçoit son pécule du Gouvernement est bien sûr en conflit d'intérêt. Mais ceux qui fournissent l'argent aux gouvernants, ce sont les citoyens. Donc, ces citoyens ne devraient-ils pas eux aussi pouvoir compter sur des plans de protection?

Nul ne doit désobéir aux lois nous en convenons. Celui qui le fait doit vivre avec les conséquences, mais dans le respect de ses devoirs, droits et obligations. Présentement ce plan de sécurisation d'une fonction issue du processus démocratique est une incartade qui introduit la suspicion. C'est aussi un dangereux glissement vers une société où la sécurité policière pour tous semble effectuer un processus d'intervention questionnable.

D'ailleurs nous nous opposons à cette dénonciation avant le fait de comportements citoyens qui parce qu'ils participent, posent des questions, défendent leurs droits, non violemment, se voient dans la mire de la sécurité policière avant les faits.

Pour qu'une démocratie fonctionne, il faut nécessairement la présence d'une opposition qui puisse s'exprimer, faire valoir des points de vues, défendre des opinions, questionner des orientations. Pour cela il faut des lieux de paroles, des mécanismes de consultation. Présentement, au Québec, dans plusieurs municipalités on constate un manque flagrant d'opposition et d'espace de paroles et de questionnements.

Ce qu'il faut ce n'est pas une sécurité policière qui soit consultante, mais les citoyens qui puissent participer, ce dans tous les sens du mot et dans le respect des règles.

Ce qu'il faut c'est des élus qui respectent le processus démocratique et comprennent que c'est le citoyen qui peut en être le gardien quand certains ingrédients manquent, particulièrement opposition et paroles.

À la lumière de toutes les plaintes effectuées dans le cadre du projet industriel éolien en milieu habité de l'Érable, à la lumière de l'intervention de la Sureté du Québec pour les élus, le RDDA se demande pourquoi il n'a pas été jugé important de demander une rencontre pour proposer ses services aux citoyens terrorisés par les projets anti-démocratiques et gouffres financiers qui viennent troubler leurs vies et inquiéter le futur des générations à venir?

*Dans le béton il faut de l'eau, du ciment et aussi de la gravelle. C'est souvent elle qui permet au tout de se tenir et de passer le temps.*